

# L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



Lundi 21 mai 2012

## C'est quoi, leur « croissance » ?

François Hollande nous a annoncé des Etats-Unis que son nouvel ami Obama et lui étaient d'accord pour mener une politique de « croissance ». Que cela avait été le grand sujet de cette réunion du G8 qui rassemblait les chefs d'Etat des pays les plus riches.

Mais attention, cette croissance devrait s'accompagner de la rigueur budgétaire et de la réduction des déficits.

Autrement dit, le « changement », ce n'est pas vraiment maintenant ! Il va falloir, encore et toujours, payer la dette, c'est-à-dire rembourser les banques (pourtant déjà renflouées). Et pour cela réduire les dépenses publiques, et donc diminuer les frais de santé, le montant des retraites, supprimer encore des emplois, fermer des classes, des hôpitaux... Bref, toujours aux mêmes de payer.

### ***Pas un mot sur la croissance des salaires, ni des emplois !***

Et comment stimuler ce que les présidents, ministres et patrons appellent la croissance ? En créant massivement des emplois dans les hôpitaux ? Dans l'Education nationale (où Hollande s'est contenté de promettre 60 000 malheureux postes en 5 ans, pris sur d'autres postes de fonctionnaires) ? Les transports publics ? La Poste (où 50 000 postes vont être supprimés de 2010 à 2015) ? Les services sociaux ? Bien sûr que non. Cette croissance-là n'intéresse pas François Hollande. Son premier ministre vient de créer un « *ministère du redressement productif* », un nom ronflant chapeauté par Arnaud Montebourg. Mais le redressement en question, cela se fera comme toujours par des « incitations » aux entreprises.

Incitations... ou assistanat ? Il ne faut pas confondre. Les « incitations », ce sont les milliards aux banques, aux grands patrons et aux marchands d'armes. « L'assistanat », ce sont les misérables allocations aux pauvres, que l'on rétrécit régulièrement pour ne pas aggraver... le déficit.

La fameuse « reconquête industrielle » comme dit Montebourg, cela sert partout de prétexte à de nouvelles libertés pour les patrons contre les salariés, comme en Italie où au nom de la croissance, le gouvernement vient de faciliter les licenciements en supprimant une mesure du code du travail, jugée « trop contraignante » par les investisseurs.

### ***La croissance des inégalités***

Et à supposer que la croissance arrive, que ce passerait-il ? Il suffit de regarder le « modèle » allemand où il y a eu et la « croissance », et l'austérité. Avec en effet comme résultat une croissance formidable... des inégalités, de la précarité, de la misère, des petits boulots payés à un euro de l'heure.

Car la crise n'est pas pour tout le monde. Elle s'accompagne partout de cette prodigieuse croissance des inégalités et de l'injustice sociale. En Grèce, en Espagne, au Portugal, en Irlande... Mais pas seulement. Aux Etats-Unis, où 25 millions d'emplois ont été supprimés en cinq ans, les salaires et les pensions de retraites ont été réduits, l'exploitation de ceux qui ont encore du travail s'est accrue. Même chose au Canada, où les étudiants du Québec se battent depuis des semaines contre la hausse des droits d'inscription. Même chose en Angleterre où la misère devient de plus en plus visible.

Ici, en France, de nouvelles vagues de fermetures d'entreprises et de licenciements sont annoncées. Dans les entreprises publiques, les restructurations se poursuivent avec à la clé des suppressions d'emplois massives. Si l'on a changé la photo des ministres devant les marches de l'Elysée, c'est bien la même politique qu'Hollande et son gouvernement ont l'intention de poursuivre.

**Dans de nombreux pays la colère éclate régulièrement contre les pouvoirs en place. La seule crainte des patrons et des politiciens à leur service, de droite ou de gauche, c'est que cette colère devienne une véritable explosion populaire, se propageant d'un pays à l'autre. A nous de confirmer leurs craintes. Car la croissance vue par le monde du travail, n'a vraiment, vraiment rien à voir avec celle du monde du capital.**

**Le marketing du licenciement de masse**

La gestion prévisionnelle des emplois et des compétences... Oh la belle arnaque publicitaire !

Ça ne gère pas les compétences, mais leur permet de réduire nos formations au strict nécessaire pour les seuls besoins des chefs. Ça ne fait pas de prévision, puisqu'il suffit au patron de convoquer des syndicats complaisants pour cibler tous ceux parmi nous dont elle souhaite se débarrasser. C'est du pur marketing !

Avec ses plaquettes de pub sur intranet, avec les futurs congédiés tout sourire et le mot « licenciement » écrit en tout petit... Avec les chefs VRP qui ont pour consigne de vanter les conditions de départ, y compris aux collègues pas encore concernés, histoire de créer le buzz ?

Même si ça ressemble de plus en plus aux pubs sur les prêts à la consommation à taux variables, derrière tout ça il y a bien l'intention de la direction de sacrifier le maximum d'emplois pour le maximum de productivité.

**Hécatombe des postes à Vélizy !**

Ce ne sont pas moins de 1 500 de nos collègues à PSA Vélizy que la direction déclare en métiers « sensibles ». En réalité ça sera probablement beaucoup plus encore (près de 2 000 !). Bien sûr, là-bas, comme ici, il faudra que le collègue soit d'abord « acteur de sa mobilité », s'il ne trouve pas il sera purement et simplement poussé dehors et forcé de se reconverter « en externe », en clair : viré ! Scénario probable, vu qu'à La Garenne c'est la même où pourrait-il la trouver sa mobilité ?

Il y a peu, c'étaient des centaines de prestataires qui étaient jetés à La Garenne, comme à Vélizy, laissant la charge à ceux qui restent. Ne nous laissons pas licencier les uns après les autres : c'est tous ensemble qu'il faudra riposter !

**OSS 117**

L'alliance PSA-GM n'en finit pas de révéler ses dessous. Des salariés PSA et leurs familles expatriées en IRAN pour le compte de la coopération avec IRAN KHODRO se sont vus sommés de rentrer en France « sans arme ni baguage ». Et pour certains cueillis à leur retour de congés dans les aéroports et jetés dans des vols pour la France. Une exfiltration digne des meilleurs films d'espion ! En raison de la « situation internationale », se justifie PSA. Officieusement sous pression de GM qui voyait d'un très mauvais œil que le nouvel allié puisse faire de quelconques affaires avec l'Etat Iranien.

Infréquentable l'Iran ? Quoi qu'il en soit, PSA s'en accommodait depuis plus de 20 ans.

**La lutte commune s'impose**

L'alliance PSA-GM attribuerait le développement de l'Opel Zafira à PSA, menaçant ainsi les emplois de plusieurs centaines d'ingénieurs au centre de développement Opel de Rüsselsheim, en Allemagne. « *Aucun emploi ne sera perdu dans le centre de*

*développement technique d'Opel* » déclare la direction.

Ça ne vous rappelle rien ? Les pressions patronales vont bon train pour pousser les salariés dehors, avec les mêmes mensonges de part et d'autre du Rhin : mettre les salariés en concurrence pour mieux les exploiter tous, tel est le but en Allemand ou en Français.

Les patrons de PSA, GM s'allient pour nous virer et accroître leurs profits. Montrons-leur que nous sommes capables de faire de même pour parer leurs sales coups.

**La direction de GM ne manque pas de culot !**

A son CE extraordinaire, la direction de General Motors Strasbourg annonce qu'elle lance « *une évaluation complète et détaillée du site de GMS en vue d'une vente potentielle de cette unité* ». Alors qu'elle avait imposé aux 1 000 salariés du site deux plans de suppressions d'emplois en 2008 et 2010 (respectivement de 168 et 198 emplois) et, sous prétexte d'un chantage à l'emploi, le gel des salaires sur deux ans, l'absence d'intéressement jusqu'en 2013 et la suppression de 7 jours de RTT. Voilà qu'elle ferme quand même le site !

Ces chantages sont les mêmes qu'à Continental en 2009 et PSA Ryton en Angleterre en 2004. Ils ne servent qu'à financer les plans sociaux ou de reconversion bidon avant fermeture.

Mais les salariés de GM Strasbourg sont loin d'avoir dit leur dernier mot !

**Les élections finies, les patrons passent à l'attaque**

Il n'aura pas fallu longtemps : dès le lendemain du second tour, l'étude commandée par Eric Besson sur l'avenir de la filière automobile a précisé le sort de l'usine d'Aulnay : la fermeture pure et simple, conformément au rapport confidentiel révélé par la CGT. Le rapporteur Gérard Gaudron, député UMP dans la circonscription d'Aulnay, justifie la décision de PSA et préconise dès maintenant la reconversion du site... et des ouvriers !

PSA a tenu à respecter le calendrier électoral et peut compter sur ses laquais au parlement ou au gouvernement pour soutenir sa politique de profits et de casse de l'emploi. Le nouveau président ne dérogera pas à la règle. Plus que jamais les salariés de PSA et d'ailleurs ne peuvent compter que sur leurs luttes.

**Une solidarité qui ne fond pas**

Au bout de trois jours de grève, les salariés de la Fonderie Du Poitou Aluminium (FDPA) ont obtenu une prime extra-légale de 30 000€ au lieu des 13 000 proposés initialement par Renault, pour les 60 salariés sur 455 qui ne seront pas repris par Saint-Jean Industrie. Renault, ancien propriétaire et principal client de FDPA, s'était engagé devant le tribunal de commerce à verser 2,8 millions pour cette prime, mais a ensuite affirmé que cette somme incluait la prime légale et les actions de formation.

La grève a été votée à 90 %, c'est-à-dire par les salariés non directement menacés : une solidarité qui a payé une nouvelle fois.